

M. GRAYDON: Non, je le regrette. Mais si vos paroles figurent au compte rendu, très bien!

L'hon. M. PEARSON: Elles s'y trouvent.

M. PICARD: En réponse à la question de M. Robinson, l'honorable M. Pearson a déclaré qu'à une certaine date, qu'il préférerait ne pas mentionner, les différents pays d'Europe auraient des forces suffisantes pour décourager un agresseur.

L'autre jour, à la Chambre des communes, le ministre de la Défense nationale a déclaré que, si on nous donnait le temps, nous aurions tant de troupes sur pieds. Compte-t-il qu'un agresseur nous donnera tout ce temps-là et aura la gentillesse d'attendre que nous soyons suffisamment armés?

L'hon. M. PEARSON: A mon avis, l'agresseur possible n'attendrait pas du tout. Et même si nous savions qu'il va nous attaquer la semaine prochaine, nous serions incapables d'assurer notre sécurité en aussi peu de temps.

M. PICARD: Le Service des renseignements doit pouvoir nous indiquer si, oui ou non, nous aurons le temps.

L'hon. M. PEARSON: Ce service nous conseille de faire tout ce qui est en notre pouvoir.

M. CROLL: Nous ne parlons pas du service de renseignements du général MacArthur, n'est-ce pas?

Le PRÉSIDENT: Non, je vais voir à ce que cela du moins soit écarté.

L'hon. M. PEARSON: Les services de renseignements politiques, militaires et autres estiment que les pays signataires du traité de l'Atlantique-Nord, et les pays libres en général, doivent faire tout ce qu'ils peuvent et le plus rapidement possible. Mais il ne faut rien céder, pour autant, de nos positions économiques et sociales, qui ont besoin d'être solides. Nous ignorons malheureusement si nous sommes engagés en ce moment dans un marathon ou une course en vitesse, et que nous allions au rythme du marathon, nous n'arriverons yards, il est possible que nous n'arrivions pas au terme. Si c'est une course en vitesse, et que nous allions au rythme du marathon, nous n'arriverons certainement pas. Réglons donc notre allure selon les renseignements disponibles, afin de fournir un effort mesuré. Tous les gouvernements démocratiques doivent faire face au même problème actuellement, et le succès de notre avenir dépendra, pour une bonne part, de la solution que nous aurons apportée à ce problème.

M. PICARD: D'après les renseignements que vous possédez, êtes-vous sûr que les pays d'Europe font de leur mieux en ce qui concerne le projet de défense, ou si quelques-uns tirent de l'arrière?

L'hon. M. Pearson: Je suis convaincu que tous les pays d'Europe ont conscience de la situation. Ils seraient en première ligne en cas d'hostilités, et font tout en leur pouvoir pour répondre à la situation. Il est facile, pour un pays dont la position est différente, d'observer ce que l'autre fait ou ne fait pas, et de comparer les divers apports.

Cette sorte de comparaison peut être un exercice dangereux. Dans une association du genre, les pays qui travaillent ensemble à assurer leur propre sécurité et leur propre survivance doivent se faire mutuellement confiance, croire que chacun a conscience du danger, et ne rien négliger pour présenter un front commun.

M. COLDWELL: S'est-on efforcé d'assurer l'unité de cette armée européenne, au lieu d'en faire un groupe d'armées relevant de leurs gouvernements respectifs? Quelle formule a-t-on adoptée, au point de vue du contrôle civil, pour éviter une répétition de la situation qui s'est présentée au sujet du général MacArthur?